



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
FQR

N° - 83

Installation classée pour la protection de l'environnement

A R R Ê T É

portant ouverture d'enquête publique
sur la demande présentée par la
société LES MAGNOLIAS à
CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-1 à R. 123-27;

Vu la demande présentée par la société LES MAGNOLIAS en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert à CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, ZAC Eurocentre ;

Vu le dossier déposé à cet effet, comprenant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement ;

Vu le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées de la Direction départementale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 10 septembre 2012 ;

Vu la lettre en date du 1^{er} octobre 2012 par laquelle le président du tribunal administratif de Toulouse a désigné Monsieur Michel MASSOU en qualité de commissaire enquêteur

Considérant qu'il résulte du code de l'environnement que le projet ci-dessus mentionné doit faire l'objet d'une enquête publique ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

A R R E T E

ARTICLE 1er - Une enquête publique sera ouverte dans la commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS pour reconnaître et constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'installation susvisée.

ARTICLE 2- Monsieur Michel MASSOU, ancien colonel de l'armée de terre, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 3 - L'enquête dont il s'agit aura une durée d'un mois à dater du 14 janvier 2013 jusqu'au 15 février 2013 inclus, sauf prolongation d'une durée maximum de trente jours, décidée par le commissaire-enquêteur.

Si le commissaire enquêteur décide la prolongation de l'enquête, cette prolongation devra être notifiée au préfet, au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête ; elle sera portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête par un affichage réalisé dans les conditions de lieu prévues à l'article 3 ci-dessous ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

Un avis au public portant les indications mentionnées à l'article R 123-9 du code de l'Environnement, sera affiché 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique à la mairie de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée, par les soins du maire de la commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS et des maires des communes de VILLENEUVE LES BOULOC, BOULOC, SAINT-SAUVEUR, SAINT-JORY et GRENADE comprises dans le périmètre de deux kilomètres et concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

Cet avis sera également affiché par les soins du demandeur sur le site de l'installation projetée conformément aux caractéristiques fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de son déroulement, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne.

ARTICLE 4 - Dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal des communes sus-désignées devra donner son avis sur la demande d'autorisation.

Pendant la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, sera déposé à la mairie de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, ainsi que dans les mairies de VILLENEUVE LES BOULOC, BOULOC, SAINT-SAUVEUR, SAINT-JORY et GRENADE.

Il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés à la mairie de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS pour y consigner les observations relatives au projet d'établissement dont il s'agit.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers seront mis en ligne sur le site internet de la préfecture à l'adresse <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur à la mairie de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS.

ARTICLE 5 – Monsieur Michel MASSOU, commissaire enquêteur, recevra les personnes qui jugeraient utiles de présenter les observations verbales; à cet effet, il assurera une permanence effective à la mairie de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS les jours et heures suivants :

- Lundi 14 janvier 2013 de 9h à 12h
- Mardi 22 janvier 2013 de 14h à 17h
- Mercredi 30 janvier 2013 de 9h à 12h
- Jeudi 7 février 2013 de 14h à 17h
- Vendredi 15 février 2013 de 14h à 17h

Dans la huitaine qui suivra l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur convoquera le requérant et lui communiquera sur place les observations écrites ou orales consignées dans son procès-verbal en l'invitant à produire dans un délai maximum de *15 jours* ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur adressera au Directeur Départemental des Territoires , dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête le dossier ainsi que d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui devront figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an dans les mairies des communes de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, VILLENEUVE LES BOULOC, BOULOC, SAINT-SAUVEUR, SAINT-JORY et GRENADE, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne.

ARTICLE 6 - A l'issue de l'enquête, le Préfet statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction

ARTICLE 7 - Le Directeur Départemental des Territoires, les Maires de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, VILLENEUVE LES BOULOC, BOULOC, SAINT-SAUVEUR, SAINT-JORY GRENADE et le Commissaire-enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 14 DEC. 2012

La chef du service Environnement, Eau et Forêt,



Mélanie TAUBER

